

TRAVAIL DES ENFANTS À ADRAR

Les petits porteurs reviennent

Adrar est connue pour son immense étendue désertique, sa chaleur torride et ses 294 ksour éparpillés à travers le vaste territoire de la wilaya.

Si au niveau du chef-lieu des constructions en béton existent ou émergent, dans la plupart des ksour, les habitations sont faites en pisé (*toub*) et les toits en troncs de palmier. Nombreux sont ceux qui tirent leur maigre revenu d'une agriculture de subsistance liée directement à l'irrigation traditionnelle (*foggara*). Beaucoup ne travaillent pas et la rentrée scolaire, phénomène de dépendance, resurgit chaque année et avec elle le spectre des fournitures scolaires et du trousseau pour les internes.

Le plat consommé quotidiennement est le couscous et les gens se démenent comme ils peuvent pour ramener les sacs de semoule et de farine. Les femmes s'activent à l'aide de *toiza*, main-d'œuvre gratuite, pour sa préparation.

En hiver, lorsque le froid se fait sentir, ces gens s'enroulent comme ils peuvent dans des couvertures de fortune pour se protéger et se tenir au chaud. Parfois des branches de palmiers sont brûlées. D'ailleurs, leur tenue vestimentaire frêle ne constitue nullement un rempart contre le gel. En guise de carrelage, un épais tapis de sable fin recouvre le sol. Mais comme dit Macias pour les gens du Nord, les gens du Sud ont dans le cœur ce qu'ils n'ont pas dehors et se contentent de reconnaître la louange divine et de se confondre dans sa pitié.

Il faut préciser que la natalité y est très importante. En été au plus fort de la journée, les plus démunis, et ils sont nombreux, car la facture d'électricité risquerait d'être farineuse, vont se réfugier soit dans des galeries souterraines de la *foggara* où l'eau qui circule crée un courant d'air frais et humide, soit dans des *dahiss*, sorte de caves aménagées munies d'un long tuyau pour acheminer l'air !

On a beau s'astreindre à la politique de l'autruche et faire la sourde oreille quant à l'utilisation d'enfants pour les travaux manuels – et dire que ce fléau n'existe qu'en Inde et en Asie –, il faut se rendre à l'évidence et regarder les choses en face et reconnaître que les enfants par-

fois âgés entre 10 et 12 ans sont souvent exploités à des prix qui frisent le ridicule. On les voit partout : dans les gargottes, sur les marchés, dans les magasins où les propriétaires, ravis d'une main-d'œuvre bon marché, ne reculent devant rien pour les traîner en laisse.

D'autres bambins «plus nantis» et qui refusent cette forme d'esclavage se rabattent sur la fouille et le ramassage d'ordures ménagères. C'est le cas de Slimane et Ahmed dont l'âge ne dépasse guère les 13 ans qui se sont spécialisés dans les objets en métal et en plastique. Sac au dos, la mine bazanée, une couche de crasse recouvre leur corps.

C'est l'aubaine de gagner quelques sous. Tous deux sont encore scolarisés. Une chance pour eux de faire ce boulot «durant les heures creuses et les vacances scolaires. Le revenu du père ne suffit plus. Une misère, à peine 7 500 DA par mois», nous avoue Ahmed. «Nous sommes 7 dans la famille. Lorsque la facture d'électricité atterrit, c'est le cauchemar. Mon père ne dort plus. Il ne pense qu'à ça. Quand quel-que un tombe malade, c'est un vrai dilemme. Souvent, on a recours à des remèdes traditionnels mais quand il faut aller à l'hôpital, l'ordonnance représente un véritable mirage qui saigne le budget familial. Voilà pourquoi j'ai décidé malgré le refus de mes parents de me lancer dans cette opération de ratissage des débris. Le kilogramme de fer est vendu à 3 DA et le plastique à 2 DA. On arrive à peine à gagner les 50 DA durant une journée entière le nez dans les ordures. Rien me direz-vous, mais 50 DA pour nous, c'est de l'argent qui permet de colmater les brèches.

La rentrée scolaire et l'achat de fournitures scolaires demeurent notre éternel souci qui revient à la charge chaque année. Certains enseignants sont exigeants. Des cahiers de 192 pages et des protégés-cahiers d'une certaine couleur. Pourquoi ne pas nous permettre de faire de la récupération et l'utilisation d'anciens cahiers parfois à moitié



Des images qu'on aurait aimé ne plus jamais revoir.

entamés. Personne ne s'en soucie. Ceux qui sont dans la gêne, ceux qui vivent cette tragédie au quotidien, ressentent amèrement le revers de la médaille. Nous préférons travailler de jour et nous lever tôt, plutôt que la nuit, où on n'est pas à l'abri d'agressions, de menaces de tous genres. Mais on passe avant nous et on ne nous laisse que des miettes. Aujourd'hui, nous avons de la chance, nous avons pu dénicher quelques carafes, bassines en plastique et même un vieux barbecue. Quelqu'un a dû les jeter tard dans la nuit ou de bonne heure. Autrement, on n'aurait rien trouvé. Nous faisons le tour des cités, là où il y a agglomération. Les poubelles s'entassent rapidement et ça nous enchante. C'est un travail pénible, harassant et de longue haleine. Sortis tôt de la demeure familiale, ils ne reviennent que le soir chargés de leur précieuse cargaison. Déjeuner à la maison est depuis longtemps

un rêve. C'est souvent un petit sandwich avalé à la hâte à l'ombre d'un arbre ou d'un mur. L'eau finira par boursoufler l'estomac. Les cafetiers et restaurateurs nous refusent souvent cette boisson précieuse. On fait du porte-à-porte et parfois on tombe sur une âme charitable qui nous offre un plat chaud qu'on ingurgite en silence.

Le soir, de retour à la maison, sitôt le maigre repas englouti, Ahmed et Slimane s'allongent côte à côte. Ce sont deux frères. La fatigue prend le dessus et leurs paupières se referment pour un sommeil profond. Pas de TV, juste le minimum. Le chapelet est long à égrener. Les petits porteurs datant de l'époque coloniale réapparaissent et pour une mouche comme le font pour vous. Des séquences du film *Dar Sbitar* nous reviennent à l'esprit. C'est l'Algérie aux multiples facettes.

El-Hachemi

POURSUIVIS POUR DEUX
PLAINTES PAR L'EX-P/APC
DE BORDJ-MÉNAÏELLe correspondant
de la *Nouvelle République*
et son rédacteur en chef
acquittés

Le procès intenté par le P/APC de Bordj-Menaïel (wilaya de Boumerdes), M. Amara Abdellah, lorsqu'il était aux affaires de la commune a connu un heureux dénouement pour le correspondant dans la wilaya de Boumerdes du quotidien *La Nouvelle République*, Djouab Kouider, et son directeur de la rédaction. Poursuivis pour diffamation par l'ex-premier magistrat de cette agglomération, le juge du tribunal de la même ville a prononcé l'acquiescement pour nos deux confrères.

Dans son réquisitoire, le procureur de la République s'est contenté de demander l'application de la loi. Brillamment, M^{re} Hachèche Idir, avocat de la section locale du SNJ (Syndicat national des journalistes), a mis à nu les insuffisances de ces plaintes : «Comment un responsable qui a fait l'objet selon une pétition des militants de son propre parti (le FLN) qui le dénonçaient pour avoir été poursuivi en justice, porte-t-il plainte à son tour sans aucune motivation légale ?» s'est interrogé l'avocat du SNJ, Me Hachèche a, en outre, exhibé de nombreux documents pour soutenir ses dires. Par la suite, il a démontré que les articles objet des deux plaintes ont été rédigés sur la base de lettres signées par des associations agréées qui dénonçaient la mauvaise gestion dans cette municipalité. Ces pétitions ont été remises, rappellerait-il, à toutes les autorités ainsi qu'à la presse locale. Et d'ajouter : «La Constitution garantit au citoyen d'être informé et le journaliste n'a fait présentement que son travail. Il y a malheureusement dans notre pays des responsables qui refusent la critique de leur gestion des deniers publics.» Cette plaidoirie a été suivie par celle des deux défenseurs de *La Nouvelle République* qui ont demandé l'acquiescement.

À l'issue des délibérations, le juge a innocenté nos confrères. Après ce verdict, M. Djouab compte, à l'issue des délais légaux, déposer plainte contre l'ex-P/APC de Bordj-Menaïel pour le préjudice moral qu'a causé ce procès à lui et à son responsable de rédaction, lequel s'est déplacé plusieurs fois d'Alger pour répondre aux questions du juge d'instruction. A noter que l'accusateur, en dépit de sa convocation par la justice, n'a pas daigné venir en audience pour s'expliquer devant le juge.

Abachi L.

TIZI-OUZOU

Un étudiant étranger
agressé à l'arme blanche

On apprend de source hospitalière qu'un étudiant guinéen, âgé de 30 ans, a été victime d'une agression à l'arme blanche dans la localité de Yatafen où ses ravisseurs l'auraient reçu hier en hôte.

Volé et frappé à mort à coups de couteau, jeté sur la chaussée, le Guinéen a perdu beaucoup de sang avant d'appeler au secours, aux environs de minuit trente, devant le portail du CEM de Hand-Ouchène jusqu'où il a pu ramper. Le veilleur de nuit et les résidents ont eu du mal à joindre les services de santé. Mais leur alerte a permis à des voisins de contacter le dispensaire de la commune de Yatafen. Le chef de service sanitaire s'est aussitôt présenté pour apporter les premiers soins avant d'évacuer la victime vers l'hôpital de Ain-El-Hammam.

«Ainsi, cette intervention lui aura sauvé la vie, car le malheureux a perdu beaucoup de sang», nous dira le sauveur.

Par ailleurs, toujours en possession de ses moyens, le jeune Guinéen racontera sa mésaventure dans le moindre détail. Il donnera par conséquent des éléments assez suffisants pour éclaircir les services concernés qui viennent d'ouvrir une enquête.

A. Saly

SIDI-BEL-ABBÈS

Meurtre dans un chantier
à Sidi-Ali-Boussidi

Dans la journée du samedi 29 mars, une simple prise de bec entre deux jeunes âgés tous deux de 20 ans, ouvriers dans le chantier d'une société gérée par des Chinois dans la localité de Sidi-Ali Boussidi (Sidi-Bel-Abbès) a mené à un bain de sang où l'un d'eux a perdu la vie sur les lieux après avoir été sérieusement blessé à l'arme blanche.

L'auteur présumé a été arrêté rapidement par la gendarmerie et présenté devant le procureur de la République de Benkada.

A. M.

VISITE DE TRAVAIL ET D'INSPECTION DU MINISTRE
DE L'ÉDUCATION À EL-TARF

Benbouzid dépêche une commission d'enquête

Le ministre de l'Éducation, qui était hier l'hôte de la wilaya d'El-Tarf, a décidé, lors de l'avant-dernière halte de sa visite de travail et d'inspection de dépêcher une commission d'enquête à la direction de son secteur pour faire la lumière sur les vraies raisons du non-fonctionnement de deux groupements scolaires du cycle primaire situés à El-Tarf et El-Kala et qui ont été par ailleurs réceptionnés depuis deux ans.

Le ministre s'est enquis, cependant, du degré d'avancement des différents chantiers de réalisation des établissements scolaires. Débutant sa visite par l'inspection du

CEM de Touila dans la commune de Besbès, le premier homme du secteur a exhorté les responsables de l'entreprise réalisatrice à fournir plus d'efforts pour l'achèvement de cet établissement dans les délais impartis.

Au niveau de la commune de Ben M'hidi même topo, le ministre a par ailleurs indiqué que la wilaya d'El-Tarf a bénéficié de 70 salles de classe pour le cycle moyen pour faire face au rush attendu de la prochaine rentrée 2008/2009. Aussi, lors de l'inspection du chantier du lycée d'El-Tarf, le Dlep, a-t-il indiqué, que la wilaya a bénéficié de 71 projets inscrits dans 70 classes pour le cycle moyen, 78 classes primaires, 7 lycées et 5 écoles primaires, etc. Il est à

signaler que la wilaya dispose actuellement de 31 milliards pour la réfection des établissements délabrés.

Cette visite qui de l'avis de plusieurs cadres de l'éducation vient au moment où le directeur est actuellement aux Lieux Saints de l'islam pour accomplir une omra et n'a rien apporté de nouveau à un secteur qui connaît une certaine ébullition et dont des dizaines d'établissements sont dans un état piteux méritant une prise en charge effective dans les plus brefs délais. Dans le même sens, les responsables locaux ont offert au ministre la façade parée d'un secteur malade qui mérite un traitement de cheval.

Daoud Allam

TIARET

Un nouveau directeur à la tête de l'OPGI

Un nouveau directeur, Mohamed El Habib Zahana, a été installé samedi à la tête de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de Tiaret en remplacement de Abkari Said, muté à Oran.

Le nouveau directeur, qui occupait les mêmes fonctions dans la wilaya de Blida, a été installé à l'issue d'une cérémonie, hier, au niveau de l'office, en présence du chef de cabinet du ministère de l'Habitat et de

l'Urbanisme, du secrétaire général de la wilaya de Tiaret ainsi que de plusieurs membres de l'exécutif.

Dans son allocution, le haut cadre du ministère de tutelle devait préciser que ces muta-

tions interviennent dans le cadre d'un mouvement ordinaire opéré par le département de Nouredine Moussa en vue d'atteindre les objectifs du secteur, notamment ceux liés au programme du Président oblat la réalisation d'un million de logements.

De son côté et tout en souhaitant la bienvenue au nouveau directeur, le secrétaire général

de la wilaya de Tiaret a tenu à mettre en exergue les efforts consentis par le responsable partant aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif et qui se traduit par la livraison d'un nombre important de logements plus particulièrement ruraux et le sociaux locaux, dont une bonne partie du LSP est en cours d'achèvement.

Mourad Benameur